



ARRETE N°04/2025

MAIRIE DE VILLIERS LE SEC

5 rue de Paris

95720 VILLIERS LE SEC

☎ : 01.34.71.19.38

mairievillierslesec95720@orange.fr

**ARRÊTÉ DE CIRCULATION – ARRÊTÉ PERMANENT 2025
POUR LES DEMANDES DE RACCORDEMENT ET DE RÉPARATION DU RÉSEAU PUBLIC
D'ÉLECTRICITÉ ENEDIS**

Le maire de la commune de **Villiers le Sec** (95720)

La société Enedis, immatriculée sous le numéro 44460844210967 domiciliée à CERGY a demandé un arrêté de circulation pour la réalisation de travaux sur le domaine public routier sur la Commune de **Villiers le Sec** pour l'année 2024.

Vu la loi n°82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2212-2, L2213-1, L 2213-2

Vu l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière, modifiés par les textes subséquents,

Vu l'article L. 323-1 du Code de l'énergie, qui confère un droit permanent d'occuper le domaine public routier à Enedis en sa qualité de gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité

Vu l'article L. 113-3 du Code de la voirie routière qui précise que la société Enedis dispose d'un droit d'occuper le domaine public routier en y installant des ouvrages, dans la mesure où cette occupation n'est pas incompatible avec l'affectation à la circulation terrestre.

Considérant, les missions de service public d'Enedis liées aux demandes de raccordement des clients et de remise en état du réseau sur la commune, il convient d'autoriser l'entreprise Enedis à réaliser des travaux selon les conditions définies ci-après.

ARRETE

Article 1 : Autorisation

Le gestionnaire de réseau de distribution d'électricité Enedis est autorisé à exécuter les travaux énoncés dans sa demande d'autorisation d'occupation du domaine public. À charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants.

Article 2 : Réglementation de la circulation

Cette demande d'autorisation d'occupation du domaine public routier doit être dûment complétée et envoyée (Annexe1) **au plus tard 5 jours** avant le commencement des travaux sur la voie publique.

Elle comprend les éléments listés ci-dessous :

- ✓ Les coordonnées de l'interlocuteur Enedis en charge des travaux pour lesquels un arrêté de circulation est sollicité,
- ✓ Les coordonnées de l'entreprise prestataire qui intervient pour le compte d'Enedis,
- ✓ L'étude indiquant l'emprise chantier avec plans précisant l'impact du terrassement,
- ✓ La nature des travaux avec la date de début et de fin de chantier,

Le pétitionnaire est tenu de :

- ✓ Afficher l'arrêté sur le lieu d'intervention, ainsi que les noms et coordonnées du maître d'ouvrage (Enedis) et de l'entreprise prestataire,
- ✓ Mettre en place pendant la durée des travaux un barriérage de protection de l'emprise du chantier, un cheminement piéton sécurisé et une signalisation adaptée, si nécessaire, avec respect des mesures de sécurité systématiques dans l'intérêt de la sécurité publique,

Article 3 : Restrictions autorisées

Le stationnement sera interdit au droit des chantiers et une signalisation sera mise en place par Enedis en cas de restriction temporaire sur voirie, une signalisation par feux tricolores ou hommes-traffic sera prévue en cas de circulation sur demi-chaussée. La société Enedis s'assurera de ne pas entraver la circulation pour les services de secours, de collectes des ordures ménagères, de tri sélectif et d'encombrants ainsi que ceux affectés au transport

en commun (bus).

Pour les interventions ayant un impact sur la circulation routière et notamment sur les places de stationnement, celles-ci seront réservées et feront l'objet d'un affichage anticipé en vue de permettre aux riverains de prendre leur disposition concernant leurs véhicules.

Article 4 : Sécurité et signalisation du chantier

Le pétitionnaire devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris en application des dispositions du code de la route par l'arrêté interministériel du 06/11/1992.

Article 5 : Validité de l'arrêté

Cet arrêté est délivré jusqu'au **31 décembre 2025** et sera automatiquement renouvelé par tacite reconduction. Cependant, l'autorisation de ce dernier pourra être interrompue à tout moment par courrier recommandé par les autorités communales.

Article 6 : Publication de l'arrêté

Un exemplaire du présent arrêté sera affiché et publié dans la commune de **Villiers le Sec** (95720).

Fait à Villiers le Sec, le 03/01/2025

Le Maire,
DIARRA Cyril

